

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 12/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETEO

rue en clairvot
21850 Saint-Apollinaire

Références : 0005425601/2024-104

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2023 dans l'établissement SETEO implanté rue en Clairvot 21850 Saint-Apollinaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETEO
- rue en Clairvot 21850 Saint-Apollinaire
- Code AIOT : 0005425601
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SETEO est autorisée à exploiter des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux ou non sur la commune de ST-APOLLINAIRE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eaux superficielles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Valeur limite d'émission	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.4.9	Sans objet
7	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 9.2.2.3	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 24/02/2016, article 2	Sans objet
2	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.2.1	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.3.2	Sans objet
4	Entretien et surveillance des réseaux de collecte	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.3.3	Sans objet
6	Valeur limite d'émission	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.4.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant veillera à la sécurisation des piézomètres.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2016, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2710.1-a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. 1. Collecte de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t	25 tonnes	A
2710.2-a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. 2. Collecte de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 600 m ³	1200 m ³	A

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2713.1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, la surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ²	3400 m ²	A
2714.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	1500 m ³	A
2716.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	1900 m ³	A
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	1352 t huiles usagées : 60 m ³ DD conditionnés : 167 t Amiante : 75 t Batteries usagées : 50 t Terres souillées : 1000 t	A

2790.1-b	<p>Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793.</p> <p>1. Les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement.</p> <p>b) La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.</p>	<p>Broyage d'emballages souillés (plastiques et/ou métalliques)</p> <p>Traitement des eaux souillées</p> <p>Augmentation de la siccité des boues</p>	A
2791.1	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782, la quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j</p>	<p>290 t/j</p> <p>150 t/j : broyage biomasse</p> <p>140 t/j : mise en balle DND</p>	A
1432.2-b	<p>Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables.</p> <p>2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :</p> <p>b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³</p>	<p>Capacité eq (liquide catégorie 1) : 42,2 m³</p> <p>(cuve enterrée double peau avec détecteur de fuite : 40 m³ de gasoil 15 m³ de GNR 40 t de DD conditionnés)</p>	DC
1434.1-b	<p>Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435 :</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 1 m³/h mais inférieur à 20 m³/h</p>	15 m ³ /h	DC
2711.2	<p>Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p>	100 m ³	DC

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
1532.3	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse ¹ et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public, le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	10 000 m ³ (bois de classe A + biomasse)	D
2719	Installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de déchets issus de catastrophes naturelles, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 100 m ³ .	1000 m ³	D
1220	Emploi et stockage de l'oxygène, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2t.	46,64 kg (4 bouteilles de 10,6 m ³)	NC
1412	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 6 t.	540 kg (28 bouteilles de propane (20 de 13 kg et 8 de 35 kg))	NC
1418	Stockage ou emploi de l'acétylène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 kg.	12,6 kg (2 bouteilles)	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs, le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1]) distribué étant inférieur à 100 m ³ .	21 m ³ (équivalent liquide catégorie 1)	NC

Constats :

Aucune modification notable ou substantielle n'a été apportée aux installations décrites ci-dessus.

Suite aux modifications de la nomenclature des installations classées et au vu des informations communiquées par l'exploitant le jour de la visite, le classement de certaines installations a évolué, notamment les rubriques 2710, 2713, 2714 et 2716, avec la suppression du seuil d'autorisation et le passage au seuil d'enregistrement.

Il est rappelé que toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relève de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, et que toute modification notable doit être portée à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Limitation de la consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

- Réseau public d'eau potable de Saint-Apollinaire -> 2 500 m³/an

L'alimentation en eau du site est munie d'un compteur horaire totalisateur. Toute modification dans le mode d'approvisionnement doit être signalée à l'Inspection des installations classées. Le compteur est relevé tous les mois et les chiffres sont consignés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'IIC.

Tout prélèvement direct d'eau dans le milieu naturel (cours d'eau, nappe souterraine, ...) est interdit.

Constats :

Le site SETEO est alimenté exclusivement en eau du réseau AEP de la commune de Saint-Apollinaire (aucun prélèvement au milieu naturel n'a été constaté lors de la visite), il a consommé :

- 846 m³ en 2021,
- 1 200 m³ en 2022.

Le site est équipé d'un compteur totalisateur avec relevé quotidien (par télé relevé) ; le registre des prélèvements a été consulté en séance et n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Les consommations d'eau étant inférieures à 7 000 m³/an, il est exempté de l'application des réductions forfaitaires de consommation en eau en cas de passage de seuil prescrites par l'arrêté préfectoral cadre du 20 mai 2022 (-25 % en alerte, -50 % en alerte renforcée et interdiction de prélèvement en crise).

Il devra néanmoins respecter la prescription visant la mise en œuvre de dispositions, au moins temporaires, de réduction des prélèvements en eau et de limitation au maximum des consommations.

Son prélèvement étant inférieur à 10 000 m³/an, le site est également exempté de l'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse.

A noter : afin de limiter sa consommation en eau, l'exploitant a mis en place la récupération de l'eau de pluie qui alimente les balayeuses et les cuves (volume estimé en 2021 : 600 m³ ; en 2022 : 187 m³).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

<ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ; • les secteurs collectés et les réseaux associés ; • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs.) ; • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux a été présenté par l'exploitant en séance, il a été réalisé le 29 juillet 2016, puis mis à jour en juin 2020, et en avril 2022, dans le cadre du dépôt de porter à connaissance.</p> <p>Le plan étudié n'appelle pas de remarque de l'inspection : il est complet, lisible, et présente l'origine de la distribution de l'eau d'alimentation, le dispositif de protection de l'alimentation. Les secteurs collectés et réseaux associés apparaissent distinctement, ainsi que les différents ouvrages (débourbeur, séparateur hydrocarbures), ...</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Entretien et surveillance des réseaux de collecte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résistants dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur, Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.</p>
<p>Constats :</p> <p>La protection des réseaux internes a été mise à l'épreuve lors de l'incendie de février 2023 ; l'isolement a démontré son efficacité et son bon état de fonctionnement.</p> <p>Un contrôle biennuel est mené ; le dernier en date du 29 mars 2023 (le rapport a été présenté en séance), et le suivant est programmé avant le 29 septembre 2023.</p> <p>Une inspection vidéo des canalisations est programmée avant le 31 décembre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Valeur limite d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.4.9

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs

limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Rejet vers milieu récepteur : station d'épuration de Dijon LONGVIC

Paramètres		
Débit de référence (maximal journalier)	100 m ³ /j	
pH	Compris en 5,5 et 8,5	
T°	< 30°C	
	VLE ¹ (mg/l)	Flux maximal (kg/j)
DCO	2000	100
DBO ₅	800	40
MEST	600	30
Rapport DCO/DBO ₅	< 3	
Azote total	150	7,5
Phosphore total	50	2,5
Cadmium	0,2	0,01
Chrome	0,5	0,025
Chrome hexavalent	0,1	0,005
Cuivre	0,5	0,025
Nickel	0,5	0,025
Plomb	0,5	0,025
Zinc	2	0,1
Mercur	0,05	0,0025
Arsenic	0,1	0,005
Manganèse	1	0,1
Fer + Aluminium	5	0,5
Fluorures	15	1,5
Étain	2	0,2
Métaux totaux ²	15	0,75
AOX	5	0,25
HCT	10	0,5
Indice Phénol	0,3	0,015
Cyanure	0,1	0,005

Constats :

SETEO a présenté la convention de rejet établi avec la STEU Longvic en date du 28 septembre 2015.

Une surveillance est réalisée en interne sur les paramètres suivants :

- DCO,
- Azote,

- pH,
- T°C.

Les analyses d'autosurveillance sont réalisées par Eurofins. Il a été relevé une difficulté avec ce laboratoire pour obtenir rapidement les résultats d'analyse (envoi quotidien des échantillons, et réception des résultats plusieurs semaines après). L'exploitant précise que cela ne pose pas de problème pour la transmission des résultats via GIDAF, mais que ce délai ne permet pas d'assurer un pilotage fin et un suivi réactif de la qualité de ses effluents.

Ainsi, l'exploitant a indiqué qu'il avait en projet de s'équiper en interne, sauf pour les paramètres :

- CrVI,
- DBO5,
- Hg.

L'exploitant a présenté l'évolution du traitement des effluents réalisé sur le site.

Suite à des dépassements réguliers, notamment sur le paramètre DCO, un traitement biologique a été ajouté en 2019 ; une amélioration a été constatée mais le traitement s'est avéré insuffisant. En 2022, un traitement final par charbon actif (avec changement du charbon actif tous les deux mois) a été ajouté suite aux problèmes récurrents sur les paramètres DCO, métaux, azote, et indice phénol.

Depuis 6 mois, l'exploitant a développé/augmenté la capacité du traitement biologique (avec triplement du temps de séjour) et dénitrification. Depuis ces dernières modifications, seulement quelques dépassements en indice phénol ont été constatés, et aucun dépassement sur la DCO (depuis plusieurs mois).

Le contrôle inopiné des rejets aqueux est réalisé annuellement (le dernier par le laboratoire LDGO pour le prélèvement et l'analyse).

L'étude des rapports d'analyse ont permis de déterminer une différence dans la méthode d'analyse de la DCO (méthode classique / méthode ST-DCO). Il est demandé à l'exploitant de vérifier que les résultats de ces deux méthodes sont cohérents, et qu'il n'est pas nécessaire d'appliquer un coefficient de corrélation entre les différents contrôles.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Valeur limite d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.4.10

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées, après traitement par un débourbeur-déshuileur en aval du bassin, vers le milieu récepteur dans les limites fixées ci-dessous :

Paramètres	Valeurs limites de rejet dans le milieu naturel
pH	5,5 < pH < 8,5
T°C	< 30°C
MEST	< 35 mg/l
DCO	< 125 mg/l
DBO ₅	< 30 mg/l
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l
Métaux totaux	< 15 mg/l
Autres paramètres listés à l'article 4.4.9	VLE définies au même article

Constats :

Conformément à l'article 9.9.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, les analyses des eaux recueillies dans le bassin de rétention sont réalisées semestriellement.

Les résultats des deux dernières campagnes ont été présentés en séance, ils sont conformes et n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

L'entretien et la maintenance du déshuileur débourbeur sont réalisés annuellement par la société Pompéo.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 9.2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres

Prescription contrôlée :

La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 6 piézomètres avec une fréquence semestrielle (en période de basses et hautes eaux).

Les analyses sont faites sur les paramètres suivants : côte piézométrique, pH, MEST, résistivité, DBO₅, DCO, As, Cris, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg, Cd, HCT, COHV et phénols.

Constats :

Les analyses des eaux souterraines sont réalisées tous les 6 mois par la société DEKRA ; les deux dernières campagnes ont été présentées en séance, les résultats sont conformes et n'appellent pas de remarque de la part de l'inspecteur.

L'exploitant veillera à s'assurer de la sécurisation de ces ouvrages qui sont des accès directs à la nappe (lors de la visite de terrain, il a été constaté des cadenas manquants ou ouverts sur les piézomètres inspectés).

Type de suites proposées : Susceptible de suites